

Communiqué de presse

Coire, le 2 septembre 2026

Le Conseil fédéral met en consultation la politique agricole PA 2030 :

Un peu plus d'esprit PME serait utile

Avec la PA 2030, le Conseil fédéral souhaite créer davantage de marge de manœuvre, réduire les charges administratives et améliorer les perspectives économiques. Du point de vue de l'IGAS, cela ne fonctionnera que si les exploitations agricoles sont traitées comme des PME à part entière. Cela leur donnera la marge de manœuvre nécessaire pour relever les défis économiques, écologiques et sociaux en collaboration avec leurs partenaires de la chaîne de valeur. Le projet de consultation du Conseil fédéral ne va pas assez dans ce sens et, dans le contexte actuel du marché, un activisme étatique néfaste menace de s'installer.

La PA 2030 est un processus, pas un état figé

1. L'orientation vers les résultats des paiements directs, la numérisation, l'utilisation réglementée des données et les indicateurs sectoriels vont dans la bonne direction : vers davantage d'autonomie et de responsabilité individuelle. Il est possible de s'y atteler dès maintenant.
2. La combinaison de programmes de valeur ajoutée liés au marché et de paiements directs liés aux prestations (bien-être animal, biodiversité, risques liés aux pesticides, etc.) est la voie royale vers plus de Durabilité. Il faut poursuivre dans cette voie.
3. Les observations de marché, les dispositions contractuelles, les obligations de déclaration et les contrôles des prix excessifs proposés par le Conseil fédéral dans le cadre de la PA 2030 vont à l'encontre de l'objectif de simplification administrative et nuisent aux perspectives économiques de tous les acteurs de la chaîne de valeur.
4. Il faut renoncer à toute réduction du budget agricole (actuellement dans le cadre du programme d'allègement budgétaire) sur la voie menant à la PA 2030. La stabilité est source de confiance.
5. Les années 2024 (humidité) et 2026 (sécheresse), particulièrement difficiles sur le plan agronomique, soulignent l'urgence de mesures climatiques efficaces, y compris dans le cadre de la PA 2030.

Appel, sans considération politique : risques météorologiques, sécheresse actuelle, hausse des coûts et, parallèlement, pression sur les prix ? Rien n'est plus salubre ni plus efficace que la gestion de crise d'égal à égal entre partenaires du marché. Des modèles de prix flexibles, la reconnaissance et des marchés d'approvisionnement ou des chaînes d'approvisionnement sûrs et orientés vers le long terme instaurent la confiance. C'est là la responsabilité (climatique) au sein de la chaîne de valeur, qui peut être assumée sans intervention de l'État.

Contact : Otmar Hofer, président, otmar.hofer@igas-cisa.ch ; Christof Dietler, directeur général, 079 777 78 37